

«Empêcher le mauvais coup» dans L'Humanité (30 juillet 1977)

Légende: Le 30 juillet 1977, commentant la demande d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes, le quotidien communiste français L'Humanité fait état des menaces qui pèsent sur les milieux agricoles français en cas d'élargissement de la CEE.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 30.07.1977. Paris: L'Humanité. "Empêcher le mauvais coup", auteur:Lajoine, André.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: http://www.cvce.eu/obj/empecher_le_mauvais_coup_dans_l_humanite_30_juillet_1977-fr-3ae8dcea-c958-485d-9736-9336c9cb1464.html

Date de dernière mise à jour: 27/02/2014

Empêcher le mauvais coup

Avec la demande d'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne et le feu vert donné par le gouvernement français, le processus d'élargissement du Marché commun est enclenché.

Hormis le CNPF, qui n'y voit que des avantages, les organisations professionnelles de l'agriculture reconnaissent que cet élargissement de la CEE à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal va entraîner l'entrée massive dans notre pays de nombreuses productions agricoles et industrielles concurrentes des nôtres et, par conséquent, aggraver la crise agricole et celle de l'emploi, en particulier dans les régions méridionales.

On sait, en effet, que du fait du retard dans les salaires, le niveau de vie des paysans et les conditions sociales, des produits comme le vin et les fruits et légumes où des objets manufacturés exigeants en main-d'œuvre, pourraient entrer en France à bas prix dès lors que toute protection aurait cessé.

L'expérience des importations déjà en cours au sein du Marché commun montre que seuls les trusts du négoce en tirent parti au détriment des consommateurs, alors que ceux-ci sont conduits à la ruine et à l'exode et les ouvriers au chômage.

Il y a donc véritablement importation de la misère!

Nous, communistes, nous ne pouvons accepter ce qu'on nous présente comme une sorte de fatalité.

Les hommes du pouvoir et les autres partisans de l'élargissement du Marché commun prétendent que l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal serait le moyen d'asseoir la démocratie reconquise dans ces pays!

C'est un faux argument. Les progrès de la démocratie dépendent des luttes populaires, et ce sont ces luttes, appuyés par la solidarité des autres peuples, qui ont entraîné la chute des dictatures dans ces nations.

A ce compte, d'ailleurs, il ne pourrait exister dans le monde de démocratie consolidée sans que les pays concernés adhèrent à la CEE!

Le Parti communiste français, qui est partisan d'un développement des échanges et d'une large coopération avec tous les pays fondée sur les avantages réciproques et la souveraineté nationale, y compris avec l'Espagne, la Grèce et le Portugal, ne peut accepter qu'un tel élargissement de la CEE entraîne la ruine de notre paysannerie, de nouveaux licenciements et l'aggravation de la crise régionale.

C'est pourtant ce qui se produirait si l'action des intéressés n'était pas suffisante pour faire échec à cette entreprise.

Le gouvernement français croit tirer son épingle du jeu en déposant à Bruxelles un mémorandum proposant des modifications aux règlements communautaires qui concernent les productions agricoles méridionales.

Mais il se garde bien de faire de l'adoption de ces mesures une condition préalable à l'élargissement.

Autrement dit, son mémorandum n'est qu'une sorte de «baroud d'honneur» lui permettant par la suite de dire: «Je n'avais pas voulu cela», et de s'abriter derrière Bruxelles.

Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et répondre pleinement des conséquences de l'élargissement de la CEE qu'il accepte en fait, quelles qu'en soient les conditions.

Quant aux discours démagogiques de Jacques Chirac, qui veut faire oublier qu'il a été associé en tant que premier ministre aux premières discussions sur l'élargissement, il suffit de rappeler qu'il ne manque pas une occasion de réaffirmer le soutien qu'il apporte à MM. Giscard d'Estaing et Barre et que les ministres RPR ne lèvent pas le petit doigt en faveur des intérêts de la paysannerie que leur chef prétend défendre.

Seule l'action unie peut faire échec à cette entreprise antinationale. Les communistes et leurs élus sont aux côtés de tous ceux qui veulent empêcher ce mauvais coup.

ANDRE LAJOINIE.